

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

NOUVELLES POLITIQUES
NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.

TROISIÈME ANNÉE RÉPUBLICAINE.

TRIDI 3 Pluviôse.

(Ère vulgaire)

Jeudi 22 Janvier 1795.

Le Bureau des NOUVELLES POLITIQUES, Feuille qui paroit tous les jours, est établi à Paris, rue des MOULINS, n^o. 500, au coin de la rue THÉRÈSE. Le prix de la Souscription est actuellement, et à compter du 1^{er} pluviôse, de 50 liv. par an, de 27 liv. pour six mois, et de 15 liv. pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être chargées, attendu le grand nombre de celles qui s'égarent, et adressées franches au citoyen CUIS-FONTAIGNE. L'abonnement doit toujours commencer le premier de chaque mois (nouveau style.)

AVIS IMPORTANT.

Lorsque les propriétaires de cette feuille se virent obligés, par le renchérissement de toutes les dépenses de sa composition, d'en augmenter légèrement le prix, ils calculèrent moins leurs avantages que le désir de satisfaire le public au moins de frais possibles pour les souscripteurs. Aujourd'hui l'augmentation progressive de toutes les matières, et le décret de la convention qui fixe à moitié en sus le port des journaux, les forcent à un nouveau renchérissement. Ainsi les abonnemens, à dater du premier pluviôse, seront fixés au taux indiqué ci-dessous.

AUTRICHE.

De Vienne, le 2 janvier.

Le but des conspirateurs arrêtés à Pest en Hongrie est à présent connu. Il étoit tout simplement question d'armer les prisonniers français qui s'y trouvent, d'incendier la ville & de réaliser leurs projets au milieu de la confusion générale. L'explosion devoit avoir lieu le 15 de ce mois; mais la mine fut heureusement éventée. On a arrêté un bateau chargé de pommes, sous lesquelles on a trouvé une grande quantité d'armes à feu.

On attend ici un envoyé de l'électeur palatin Bavière, qui doit mettre la dernière main aux conditions du mariage conclu entre son altesse électorale & la princesse fille de l'archiduc Ferdinand, gouverneur général de la Lombardie autrichienne, & agréé de la cour impériale.

L'électeur a envoyé à sa future épouse une bague, dont la valeur est estimée 40 mille florins.

L'armée impériale du Rhin, ainsi que l'armée de l'Empire, seront considérablement augmentées pour la campagne prochaine.

Il vient de paroître ici une patente qui a pour objet un prêt général de guerre, pour l'année militaire de 1795. Il est dit dans cette patente, que ce prêt est pour continuer la guerre que S. M. est contrainte de faire contre la nation française.

ANGLÈTERRE

De Londres.

Suite des débats du parlement.

Nous croyons devoir renvoyer à une autre fois les détails de ceux des débats qui ne présentent pas un intérêt bien vif, pour arriver plus vite aux discours énergiques des principaux athlètes qui se précipitent dans l'arène politique de la chambre des communes. On comprend qu'il s'agit de Fox & de Pitt. Commençons par Fox.

« Fatigué, dit-il, comme doit l'être cette assemblée, d'entendre les ministres répéter toujours les mêmes sophismes sur la guerre, je croirois manquer à mon caractère, si je n'énonçois mon opinion sur la crise alarmante où nous nous trouvons.

« J'ai vu avec plaisir, dans les discours de quelques opinans, que la raison & la vérité avoient repris leur empire sur plusieurs membres trompés, au commencement de la guerre, par les fantômes qu'on leur avoit présentés.

« Qui n'auroit, en effet, été révolté des horribles maximes mises en avant, cette nuit, par MM. Pitt & Dundas? Fixons d'abord le vrai point de la question. Pitt prétend qu'adopter l'adresse au roi, ce n'est pas s'engager à ne jamais faire la paix avec la république française.

« Je déclare, moi, que ce seroit s'engager, de la manière la plus directe, à ne faire la paix que dans le cas de la plus impérieuse nécessité.

« N'avons-nous pas été assez long-tems dupes de ce langage obscur & contradictoire? Ah! nous n'en serions pas où nous en sommes aujourd'hui, si l'on avoit fran-

chement avoué, il y a un an, qu'une fois la guerre commencée, elle ne pourroit cesser, tant que la France seroit république ! Mais pour nous y entraîner, on nous la montrait comme purement défensive. Cela est si vrai, qu'à présent plusieurs de ceux qui l'ont votée assurent qu'ils n'ont jamais songé à détruire le gouvernement français.

» On vous a dit, en parlant de la négociation entamée par la Hollande, que nul traité solide ne peut être fait avec le gouvernement actuel de France. Cette assertion m'amène à examiner où en est la guerre, où nous en sommes nous-mêmes. Les ministres ne veulent pas cacher que des places fortes ont été prises. . . . Franchise vraiment admirable de leur part ! & c'est ainsi qu'ils parlent des triomphes des Français ! N'eût-il pas été plus noble de dire : nos désastres sont tels que l'Europe moderne n'en a jamais vus de semblables depuis l'irruption des Goths & des Vendales.

» Les Français ont conquis la Flandre, plus de la moitié de la Hollande, toute la rive gauche du Rhin, Mayence excepté ; une partie du Piémont, la plus grande partie de la Catalogne, toute la Navarre. Qu'on cherche une semblable campagne dans les annales de l'Europe ! Ils ont pris, dites-vous, des places fortes : montrez-moi cinq campagnes où tant de places fortes aient été emportées. Et qu'on ne me reproche point d'exagérer ici nos malheurs : non, je parle avec l'austère franchise d'un homme qui doit lever le voile dont est couvert l'abîme vers lequel nous a poussés la folie sans exemple de nos ministres.

» L'enthousiasme des Français est sans doute admirable. Mais je pense que si notre pays étoit envahi par une armée française, nous aurions fait les mêmes prodiges ; & nous ne les ferons que lorsque nous serons serrés de près comme ils l'ont été. Car, malgré toutes les déclamations pompeuses des ministres, ils ne persuaderont jamais au peuple que, si nous concluons la paix avec la France, c'en est fait de notre gouvernement, de nos lois & de notre religion. D'autres puissances sont en paix avec la France. Le Danemarck, la Suède, les cantons Suisses sont-ils donc anéantis, quoique alliés avec elle ? & cette république de Gènes que nous avons si cruellement traitée, ne s'applaudit-elle pas de l'amitié des Français ? les Etats-Unis d'Amérique ne jouissent-ils pas d'une brillante prospérité ; d'une grande sûreté, quoique leur beau gouvernement soit aussi fondé sur les droits de l'homme, & par là même très-rapproché de ce qu'on appelle la peste française. Ces Etats-Unis ne viennent-ils pas de conclure un traité avec nous ? Pourquoi donc la contagion ne seroit-elle à craindre que pour nous ? Je m'étonne toujours de l'entêtement de certains hommes qui ferment les yeux pour ne pas voir les faits qui combattent leurs chimériques théories.

» La révolution française existe depuis 1789, & Geneve est cependant le seul état qui en ait éprouvé une à-peu-près semblable. Comment pourroit-elle arriver jusqu'à nous ? nous seroit-elle apportée par quelques missionnaires débarqués à Douvres ? car, grâce au ciel, le ministre ne nous parle plus de tous ces complots contre la constitution, qui sembloient s'élever tant depuis deux ou trois ans. Tous ces rêves n'ont pas été perdus pour lui, puisqu'avec quelques bills il est venu à bout de rendre la monarchie anglaise beaucoup plus absolue qu'elle ne l'a jamais été.

» On s'est plaint du peu de zèle déployé pour le soutien de la guerre. Quand je proposais, il y a un an, de négocier avec la France, on ne se plaignoit pas de cette froideur.

» Elle ne doit pas nous étonner après le mépris que les ministres ont si long-temps professé pour la France ? (On nous demandoit autrefois quelle raison nous avions de croire que les Français feroient plus qu'ils n'avoient fait dans les guerres précédentes ? Les faits ont parlé. Je conviendrais, si l'on veut, que les réquisitions contre lesquelles le ministre s'est élevé, sont des moyens tyranniques. Mais si une année française étoit au milieu de nous, ces moyens ne seroient-ils pas légitimés par la nécessité ?

» Les ministres nous peignent la révolution française comme un fléau, & ils nous demandent si nous voudrions prendre pour nous un si mauvais gouvernement. Mais le gouvernement qui pesoit sur la France, depuis plusieurs siècles, étoit-il donc si bon ? Le gouvernement de Prusse est-il une merveille ? Approuvons-nous les horreurs commises en Pologne ? Nous les tolérons néanmoins. Je ne vois donc pas pourquoi nous nous indignons contre le mauvais gouvernement des Français, s'il est choisi par eux.

» Dans les guerres précédentes, nous avons reçu & fait des propositions de paix : je n'ai jamais oui dire que ce fut se dégrader. Depuis quand une ouverture de paix est-elle un acte de soumission ? Commencez par déclarer que vous ne voulez porter aucune atteinte au gouvernement actuel de France : alors nous serons d'accord sur l'adresse au roi. Ce seroit ôter à la France un de ses plus forts arguments. Alors la convention ne pourroit plus dire au peuple : Vous voyez que les puissances étrangères attaquent votre indépendance, & veulent vous imposer le joug.

» Il n'est pas d'exemple de calamités semblables à celles que nous avons éprouvées. Nous avons, il est vrai, conquis la Martinique, Sainte-Lucie, une partie de la Guadeloupe & la Corse. Mais qu'ont perdu nos alliés ? Toutes leurs conquêtes en France, les Pays-Bas, la moitié de la Hollande, toute la rive gauche du Rhin, une partie du Piémont, la Catalogne & toute la Navarre. Qu'est-il arrivé sur les mers ? C'est à tort que le roi nous a annoncé l'année dernière que la flotte de Toulon étoit anéantie. Une escadre nombreuse est prête à sortir de ce port.

» Dans l'Océan, nous avons il est vrai, remporté une victoire navale brillante & immortelle. Mais si l'on en croit plusieurs rapports, dans cette journée même, la flotte française étoit supérieure à la nôtre. La marine française a reçu un grand échec, mais il n'est pas irréparable. Car d'après tous les bruits qui circulent, ils ont en ce moment à Brest, une flotte que nous pouvons à peine évaluer. Il faut donc nous attendre à une nouvelle résistance en mer. Si nous battons l'ennemi, il se relèvera. Si nous étions battus par lui, les conséquences en seroient incalculables.

» Nous nous soumettrons, dit-on, quand la nécessité parlera. Mais alors ce sera vraiment un opprobre. Alors nos ennemis sauront que nos moyens seront épuisés. Abandonnons donc au plutôt, le projet absurde de donner un gouvernement à la France ; & offrons lui la paix. Nous le pouvons sans déshonneur.

» Mais qu'elles en seront les conditions, s'écrient les

ministres ! C'est à eux de les déterminer & de suivre les négociations. Mais il faudra, dit-on, abandonner les colonies françaises & les royalistes qui les ont secondés. Cet argument est fort, j'en conviens. Mais ce n'est pas par mes conseils qu'on a tendu la main aux royalistes. La honte de cet abandon retombera sur les ministres seuls. C'est à eux d'en répondre.

» Je viens maintenant à ce qui concerne nos alliés. Quelques membres ont assuré que nous n'en avions plus, & on leur a demandé le motif de cette assertion. Ils l'ont puisée dans le discours même du roi. Il y est dit, que la Hollande négocie. On n'y parle d'aucun traité avec qui que ce soit. Il paroît que nous ne devons attendre aucun secours de la Prusse dans la campagne prochaine; & pour remplir ce déficit, nous serons forcés de fournir de l'argent à l'Autriche; car son crédit est tel, qu'elle n'en peut trouver ailleurs.

» Pour moi, je pense que l'Autriche ne nous secondera pas mieux cette année, que la Prusse l'année dernière. On me répond que la Prusse est une cour sans foi. Tous les gouvernemens arbitraires se ressemblent à mes yeux. L'Autriche & la Prusse m'inspirent une égale défiance. On voit les preuves de la fidélité de l'Autriche à ses engagements ? A-t-on oublié qu'elle a été fortement soupçonnée de nous avoir trahis à Toulon, en ne nous y envoyant pas les troupes promises ? On nous vantoit aussi à la dernière session, la coopération de la Prusse ! Je ne sais s'il y a ici des officiers qui aient servi dans la dernière campagne; mais il est de fait, qu'il a régné toujours entre les anglais & les autrichiens la plus grande animosité.

» Quel accord y aura-t-il donc entre eux ? Et cependant on va nous accabler d'impôts sous l'étrange prétexte que les français peuvent être ruinés les premiers. C'est aussi l'espérance dont on nous flattoit l'année dernière.

» On nous assure que les ressources de la France tendent rapidement vers leur décadence; rapidement n'est pas exact; c'est à-dire, qu'elles peuvent s'épuiser dans un espace de dix ans.

» Mais quelle est, en ce moment, la position de la France ? D'après le discours de Pitt, on croiroit que Robespierre n'est mort que la semaine dernière; il n'est plus depuis six mois; & c'est précisément depuis ce moment que les succès des armées françaises ont été plus brillans qu'ils ne l'avoient jamais été auparavant. Il n'est donc pas vrai que sa chute nous ait été utile; il n'est pas vrai que la terreur seule ait produit les grands moyens des Français; n'est-ce pas, au contraire, la sagesse & le modérantisme qui font la force des empires ?

» On nous demande quelle preuve nous avons que les Français soient moins mécontents que sous Robespierre; parce qu'il n'y a plus d'insurrection ni à Bordeaux, ni à Lyon, ni dans les autres villes, & parce qu'une armée bienfaisante a à-peu-près détruit la rébellion de la Vendée.

» On s'est beaucoup étendu sur l'état des finances de la France. Je demande à mes adversaires s'ils croient sur leur honneur que l'Angleterre peut attendre de véritables succès dans cette guerre.

» On dit qu'on n'a pas encore touché à nos ressources extraordinaires; cependant je ne trouve pas dans le discours du roi, comme l'an dernier, la promesse qu'il n'y auroit pas de nouveaux impôts. Oui, il y en aura cette année, & nous les sentirons bien; car déjà le ministre

a fait un emprunt; pour le remplir, il faudra des sommes énormes. Le ministre paroît très-versé dans les affaires intérieures de la France; mais il semble ignorer tout le reste.

» Durant la guerre d'Amérique, on ne devoit aussi de nous entretenir de l'épuisement des ressources pécuniaires de nos ennemis. Leur papier-monnaie ne perdoit pas seulement alors les six dixièmes de sa valeur, mais bien les 99 centièmes; alors on eût pu acheter mille dollars (valeur d'un écu) en papier pour un dollar en espèce.

» Les Français sont bien loin d'être défaits de choses; pourquoy donc ne triompheroient-ils pas de ces difficultés; par les mêmes moyens que les Américains ? Je crois, comme Pitt, que le commerce de France n'est sur son déclin; mais j'ai mille raisons de penser que l'agriculture y est plus encouragée qu'elle ne l'a jamais été. Si je me trompe, qui m'assurera que le ministre n'est pas aussi trompé, puisqu'il ne tient ses détails que de personnes qu'il paie en raison des mensonges qu'elles lui font.

» Quant à l'état des indigens en France, ils y sont aussi protégés, nourris avec autant de soin qu'en Angleterre; & très-certainement les pauvres en France sont, en ce moment, beaucoup mieux traités que sous l'ancien régime.

» Nous ne pouvons sortir trop tôt d'une guerre aussi désastreuse pour nous. Je ne demanderai pas, comme un des préopinans, si la paix peut être sûre ou non; en fait de garantie, tout est relatif; nous en aurons une aussi forte ici que celle que nous eussions pu attendre de l'ancien gouvernement de France. Voyez l'inconséquence avec laquelle on raisonne: on vous a dit que les armées françaises ne tarderoient pas à se dissoudre, & ensuite on a ajouté qu'il seroit impossible de les licencier; même à la paix. Je ne prétends pas décider si, dans ce cas, la France reprendroit le joug cruel de son ancienne monarchie, ou le fardeau plus pesant encore de la tyrannie qu'elle vient de détruire. Comme philosophe, je dois des vœux à la France: comme politique, ce n'est pas à moi à la diriger.

» On a avancé que c'est nous qui avons élevé Robespierre, & que c'est nous qui l'avons renversé. Je n'ai là-dessus aucune donnée; mais je dirai qu'en attaquant la France, nous avons donné des armes à ce tyran, & qu'en fuyant devant les Français, nous avons causé sa perte. Je soutiens que, sans peser la moralité de ceux qui gouvernent aujourd'hui la France, nous devons traiter avec ceux qui sont dépositaires du pouvoir.

» On nous a appris que le roi avoit accepté la couronne de Corse. La doit-il au droit de conquête ? Non: il ne nous en eût pas alors parlé. Il a voulu sans doute répondre d'une manière touchante à tous ceux qui ont prétendu que les peuples n'avoient pas le droit de choisir & de déposer à leur gré leurs gouverneurs.

» M. Burke, dont on vient de nous recommander de lire les ouvrages, conteste ce droit aux nations. Le roi Georges l'a doublement démenti, puisqu'il a été destitué par les Américains & élu par les CorSES.

» M. Elliot annonce que les CorSES se sont réunis en assemblées primaires pour choisir le roi Georges; & comme les CorSES étoient sans doute las du joug de la France, sa majesté voulant se conformer au décret de la convention nationale du 19 novembre, est venue au secours

de ces malheureux opprimés. Nous verrons les avantages que nous tirerons de ce suprême honneur.

Un membre a déclaré que demander la paix, ce seroit se jeter aux pieds de la convention. Quand donc la ferons-nous, cette paix? Devons-nous verser tout notre sang, épuiser tous nos trésors, afin qu'il puisse dire alors qu'il est content de nos efforts? Il vaut mieux traiter actuellement. Je le proposais déjà l'année dernière: je suis loin de m'en repentir. Si notre ministère ne se croit pas encore assez battu, notre malheureuse patrie a assez souffert. Faut-il, pour son plaisir, qu'elle soit entièrement ruinée?

Quelle protection a obtenu notre commerce? dans quelle partie du globe l'amirauté a-t-elle déployé quelques talens? Est-ce en envoyant en Amérique une force trop peu nombreuse pour y conserver vos conquêtes? est-ce en tenant notre flotte devant Toulon? mais l'amirauté n'est pas seule coupable. L'ineptie de nos ministres les rend, pour la plupart, indignes de notre confiance. J'espère, que le moment n'est pas loin où la responsabilité cessera d'être un mot vide de sens. Nous remonterons alors à l'origine de la guerre; nous suivrons la manière dont elle a été conduite.

Hélas! notre triste position m'affecte; car je vois trop que nous ne pouvons sortir de cette lutte sans des pertes sévices & sans une honte ineffaçable. Je déclare que cette guerre a pris naissance, comme celle d'Amérique, dans la haine du ministère pour la liberté. Il est temps de finir. Je m'en tiens aux raisons que j'ai développées, il y a deux ans, contre la guerre. Le peuple peut bien, dans cette crise terrible, demander aux ministres le sacrifice de leurs intérêts particuliers & de leurs vues ambitieuses.

Je vous le répète, dans un an vous reconnaîtrez la vérité de tout ce que je vous dis aujourd'hui. Je conclus en demandant qu'on raye de l'adresse au roi tout ce qui peut nous empêcher de traiter au plutôt avec la France.

F R A N C E

De Paris, le 3 pluviôse.

On mande de Versailles un événement atroce, dont l'auteur a été découvert avec beaucoup de dextérité. Il y a quelques jours, un limonadier, fermant le soir sa boutique, fut atteint d'un coup de feu qui le tua: on accourut, on ne vit personne; mais dans la nuit on trouva, non loin de cette maison, un fusil à deux coups, monté en argent. On fit des recherches chez les armuriers; l'un déclara qu'il avoit vendu 24 fusils pareils & tous numérotés, depuis sept à huit ans, à un particulier qui aimoit la chasse; on alla chez ce citoyen; celui-ci répondit qu'il avoit remis à sa section 22 fusils, lors de la perquisition pour les armes; & que deux de ces fusils, l'un du n. 4 & l'autre du n. 6, lui avoient été sans doute volés par un domestique qu'il avoit renvoyé depuis longtemps. On se transporta chez ce domestique. Dans le fusil trouvé, il y avoit un canon chargé; on le déchargea & on vit qu'il étoit bourré avec un lambeau du journal de Paris; on trouva chez le domestique le restant de la feuille déchirée, qui s'appliqua parfaitement à la bourse,

& l'assassin fut saisi: il se trouve qu'il étoit le gendre du limonadier, qui alloit se remercier.

CONVENTION NATIONALE

Présidence de LEROUXNEUR (de la Manche).

Séance du 2 pluviôse.

L'Assemblée rend quelques décrets particuliers, & plusieurs sections viennent à la barre la féliciter.

L'institut national de musique exécute ensuite divers airs: le premier de ces airs paroit à quelques membres mal convenir à la circonstance; il excite de vives réclamations. Un membre monte à la tribune, & demande si les musiciens entendent déplorer la mort du tyran, ou célébrer l'anniversaire de ce jour; il les somme de s'expliquer. Ils répondent par l'air *ça ira* & divers autres airs patriotiques qu'ils exécutent successivement, & auxquels se mêlent à chaque instant les cris de *vive la liberté, vive la république.*

Le citoyen Sacet descend à la barre: il disculpe l'institut national de musique des reproches qui viennent de lui être adressés; & rappelle les nombreuses preuves de patriotisme que ceux qui le composent ont données dans toutes les circonstances; entr'autres, que les premiers ils ont marché à la fête de Château-Vieux.

Quant à l'expression de l'air contre lequel on a réclamé, il dit que c'étoit seulement une mélodie douce destinée à peindre la joie des Français, & que bientôt des airs guerriers & des fanfares devoient succéder.

L'Assemblée se met en marche pour se rendre dans le jardin du Palais national, autour de la statue de la Liberté.

Une heure après, la convention est rentrée dans sa salle, & les représentans ont repris leurs places. Divers airs ont été exécutés, & les cris de *vive la liberté*, ont retenti de toutes parts.

Un membre a demandé la parole. Il a dit que ce jour devoit écraser à jamais le royalisme & le terrorisme. Vifs applaudissemens. Il a demandé que l'Assemblée se prononçât contre le terrorisme; décrétât une peine contre ceux qui tenteroient de ramener cet affreux système, & enfin que chaque année, la journée du 9 thermidor seroit célébrée par une fête solennelle.

Merlin, de Thionville, a combattu les deux premières propositions: ces sentimens, dit-il, sont dans le cœur de tous les représentans. On applaudit. Quant à la troisième proposition, Merlin l'appuie; il demande qu'il soit élevé, pour conserver la mémoire du 9 thermidor, une colonne, autour de laquelle chaque année le peuple ira se ranger avec ses représentans.

Après quelques discussions, l'Assemblée a passé à l'ordre du jour sur les deux premières propositions, ainsi que le demandoit Merlin: la troisième a été décrétée, & ce décret a été vivement applaudi.

La musique a fait entendre de nouveau les airs *ça ira*, & plusieurs autres airs républicains: des couplets ont été chantés, & la séance levée aux cris prolongés de *vive la liberté, vive la république, vive la convention.*